



L'Association des Economistes Tunisiens Organise

La transition économique en Tunisie

Réflexions à partir des expériences Internationales
Amérique latine, Europe du Sud (Espagne, Grèce et Portugal), Europe
centrale et de l'est (Géorgie, Bulgarie, Roumanie et Pologne)

2-3 Mai 2011
Cité des Sciences - Tunis

Contact

Mohamed Haddar (Président de l'ASECTU) : haddar.mohamed@yahoo.fr

Jean-Yves Moisseron (IRD) : jean-yves.moisseron@ird.fr

LA TRANSITION ÉCONOMIQUE

CITE DES SCIENCES DE TUNIS
2-3 MAI 2011

PROGRAMME

Lundi 2 mai 2011

- 8h30 – 9h** **Enregistrement des participants**
- 9h – 10h45** **Première Session**
Tunisie : Quelle transition économique ?
1. Abderrazak Zouari (Ministre du développement régional) : Une nouvelle orientation sur le développement régional en Tunisie.
 2. Hakim Ben Hammouda (OMC, Genève) : L'économie politique de la transition.
 3. Mohamed Haddar (Président ASECTU) : Quelles pistes de réflexion pour une transition économique pour la Tunisie démocratique ?
- 10h45-11h00** **Pause café**
- 11h-12h45** **Deuxième Session**
La transition démocratique à la lumière des expériences espagnoles et bulgares
4. Benjamin Bastida, (Université de Barcelone) : "La transition espagnole : Une success story ? Lumières et ombres"
 5. Jean-francois Daguzan (FRS) : La transition démocratique en Espagne : un modèle générique ?
 6. Vassil Garnizov (Université Bulgare de Sofia) : Quelles leçons à tirer de l'expérience bulgare ?
- 12h45-14h30** **Pause déjeuner**
- 14h30-16h15** **Troisième Session**
Transition économique : Europe centrale et Géorgie
7. Bernard Chavance (Université Paris 7) : Economie et politique dans les trajectoires de changement social dans les pays d'Europe centrale
 8. Eveline Baumann (IRD) : La Géorgie post-soviétique : deux décennies d'incertitudes
 9. Georges Mink (CNRS, Sciences Po – Paris, Collège de l'Europe) : "Bilan socio-politique de la transition en Europe centrale".
- 16h15-16h30** **Pause café**
- 16h30-18h15** **Quatrième Session : De la dictature à la démocratie : rupture ou compromis ?**
10. Sophia Mappa (Université Paris Est) : La transition démocratique est elle la seule alternative aux dictatures militaires ? L'éclairage de l'expérience grecque.

11. Alexandra Ionescu (Université de Bucarest) "Les déboires d'un succès politique : la transition démocratique roumaine"
12. AbdeljabarBsaies (Université Tunis El Manar) : Révolution, Contre révolution et période de Transition.

Mardi 3 mai 2011

9h – 10h45

Cinquième Session : Transition politique, économique et culturelle

13. Sadok Belaid (Université de Carthage) : "Révolutions" politiques, "Révolutions" économiques : quelles perspectives ?
14. Werner Gephart (Käte Hamburger Kolleg): "Transition et constitution des sociétés démocratiques : Réflexion autour d'un colloque international organisé à Bonn (29 et 30 avril 2011)"
15. Guy Hermet (Science Po-Paris): "Des transitions latines aux révolutions arabes"

10h45-11h00

Pause café

11h-12h45

Sixième Session : Transition économique (Tunisie, Amérique latine et Bulgarie)

16. Ridha Gouia (Université El-Manar) : Quel rôle doit jouer l'investissement étranger dans le développement en Tunisie ?
17. Pierre Salama (Université Paris XIII): "Les transferts monétaires sont-ils nécessaires, sont-ils suffisants pour diminuer la pauvreté ?
18. PetiaKoleva (Université Paris VII, LADYSS): Transformations économiques et intégration européenne : le cas de la Bulgarie

12h45-13h45

Synthèse et clôture du séminaire :

19. Jean-Yves Moissoner (IRD, GIS-CIST)

16h00-18h00

Table ronde : Leçons à tirer des expériences internationales.

Participants

1. BASTIA Benjamin (Université de Barcelone)
2. BAUMANN Eveline (IRD)
3. BELAID Sadok (Université de Carthage)
4. BEN HAMMOUDA Hakim (OMC, Genève)
5. BSAIES Abdeljabar (Université Tunis El Manar)
6. CHAVANCE Bernard (Université Paris 7-Denis Diderot)
7. DAGUZAN Jean-François (Fondation de la Recherche Stratégique, Paris)
8. GARNIZOV Vassil (Nouvelle Université Bulgare, Sofia):
9. GEPHART Werner (Käte Hamburger Kolleg, Bonn)
10. GOUIA Ridha (Université Tunis el Manar, Tunis)
11. HADDAR Mohamed (ASECTU, Tunis)
12. HERMET Guy (Sciences Po-Paris)
13. IONESCU Alexandra (Université de Bucarest):
14. KOLEVA Petia (Université Paris 7 Diderot, LADYSS, Paris)
15. MAPPA Sophia (Université de Créteil, DelphAgora)
16. MINK Georges (Directeur de Recherche au CNRS, Sciences Po – Paris)
17. MOISSERON Jean-Yves (Chercheur IRD, Directeur adjoint du GIS-CIST)
18. PINTO António Costa (Université de Lisbonne)
19. SALAMA Pierre (Professeur émérite de l'université de Paris XIII)
20. ZOUARI Abderrazak (Ministre du développement régional)

BASTIDA Benjamin : "Transition en Espagne: Une successhistory ? Lumières et ombres"

Résumé : Présentation des objectifs de la transition en Espagne. Aspects positifs et négatifs du processus. Rôle des agents publics et privés. Quels groupes sociaux gagnent ou perdent dans la transition et dans l'intégration au sein de la Communauté Européenne. Rôle des institutions, de l'Etat et des partis politiques. Importance des compromis (par exemple Los Pactos de La Moncloa-1978). Changements, ruptures, continuité dans la transition.

BAUMANN Eveline: "La Géorgie post-soviétique : deux décennies d'incertitudes"

Résumé : Au moment de l'indépendance, les populations géorgiennes aspiraient à une « vie meilleure » que pendant la période soviétique, tout simplement. Les décideurs, eux, promettaient à la fois démocratie et prospérité, grâce à l'économie de marché, appuyés en cela par les agences internationales. Quelle est devenue cette double promesse au cours des deux décennies de l'histoire post-soviétique de la Géorgie ? Après avoir été un « bastion de liberté » (G.W.Bush) et un « top reformer » (Doing Business), le petit pays sud-caucasien a vu se ternir son image sur le plan international, la guerre d'août 2008 représentant une rupture par excellence. Alors que les autorités de Tbilissi poursuivent les options économiques ultra-libérales, les populations sont confrontées à la dégradation de leur niveau de vie, notamment dans les campagnes, et l'incertitude par rapport à l'avenir handicape toute projection dans le temps. On présentera un bilan de l'expérience de la Géorgie post-soviétique, en privilégiant une approche « par le bas » et en articulant le politique et l'économique. On interrogera tout particulièrement les politiques sociales.

Biographie : **BaumannEveline**, Economiste à l'IRD (Institut de recherche pour le développement), diplômée de Sciences politiques (Université Lyon Lumière), membre du comité de rédaction de la Revue française de socio-économie [<http://rfse.univ-lille1.fr/>]. Elle a travaillé sur l'Afrique subsaharienne (Sénégal, Mali, Cameroun) et les pays post-soviétiques (Géorgie). Ses domaines de recherche se concentrent principalement sur l'emploi, les activités informelles, la pêche artisanale, la microfinance et la protection sociale. Se référer au site suivant pour ses travaux <http://recherche-iedes.univ-paris1.fr/membres/membres-permanents/baumann-eveline/article/publications-426>,

BSAIES Abdeljabbar: "Révolution, contre révolution et période de transition"

Il s'agit de partir d'une définition de la Révolution à savoir une rupture d'avec un ordre ancien et l'établissement d'un ordre nouveau. C'est au cours de cette période, précisément la période de transition, que des forces de tout ordre, tant internes qu'externes tentent de bloquer le processus révolutionnaire, puis de l'éliminer pour revenir à la situation ante. Des exemples multiples le confirment: 1789 en France ; octobre 1917 en Russie etc. Le papier tente d'analyser la notion de contre révolution et essaie de recenser les éléments contre révolutionnaires qui risquent de remettre en cause le processus engagé en Tunisie

BEN HAMMOUDA Hakim: L'économie politique de la transition.

Résumé: Hakim Ben Hammouda, Mohamed Hédi Bchir et Basset Chemingui: Les transitions démocratiques ont fait l'objet d'importantes études et réflexions théoriques. Une tradition de réflexion sur ces questions s'est développée et a été nourrie par les différentes transitions depuis les révolutions des œillets au Portugal et en Grèce en passant par les transitions démocratiques en Amérique Latine et en Europe de l'Est après la chute du mur de Berlin. Cependant, cette tradition a été marquée par la faible présence des études et de la réflexion économique. La seule réflexion a été développée par la Banque Mondiale et le FMI dans le cadre du consensus de Washington à travers une grande libéralisation et un rôle plus accru du marché dans la régulation des économies. D'autres disciplines, particulièrement les sciences politiques et juridiques ont joué un rôle actif dans les débats sur les transitions. L'objectif de cette contribution est de participer à la formation d'une économie politique des transitions en partant du cas de la révolution tunisienne.

Biographie : Hakim Ben Hammouda est actuellement le Directeur de l'Institut de Formation et de la Coopération Technique à l'OMC. Avant d'occuper ses fonctions, il était Economiste en chef et Directeur de la Division du Commerce, Finance et Développement Économique de la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA). Il a été aussi Directeur de la Division du commerce et de l'intégration régionale de la CEA (2003-2006) et Directeur du Bureau de la CEA en Afrique centrale (2001-2003). Il est Titulaire d'un Doctorat en économie internationale de l'Université de Grenoble (France) et également titulaire d'un HDR (Habilitation à diriger la recherche) de la même université. Il a enseigné l'économie internationale et l'économie du développement dans plusieurs universités et a publié de nombreux livres, rapports, articles et des chroniques dans différents journaux dont: *Crise et naufrage des économistes ; La crise : Origines et Perspectives ; Un meilleur accès aux marchés pour l'Afrique ; L'Afrique et l'OMC, les cent mots clés ; L'Afrique, l'OMC et le développement ; L'Afrique et les négociations agricoles et La décision de Yamoussoukro et le transport aérien en Afrique*

CHAVANCE Bernard: " Economie et politique dans les trajectoires de changement social dans les pays d'Europe centrale"

Résumé : L'expérience des changements de système dans les pays post-socialistes montre des tendances communes, mais aussi des trajectoires nationales nettement différenciées. Ce tableau contrasté résulte de l'interaction spécifique des changements politiques et économiques, qui demeurent ancrés et légitimés dans la sphère nationale, tout en s'insérant dans des processus plus larges, l'europanisation et la mondialisation. La diversité des capitalismes post-socialistes, et les formes de leur dépendance, illustrent les tensions entre la consolidation de la démocratie politique et la formation d'un capitalisme raisonnable, à l'ère de la mondialisation et du capitalisme financiarisé.

Biographie : Bernard Chavance, Économiste, docteur d'État es-Sciences économiques, est Professeur à l'Université Paris 7-Denis Diderot. Ses travaux ont d'abord porté sur *l'analyse comparative des systèmes socialistes, en conjuguant les approches théorique, institutionnelle et historique*. Dans les années 1990 et 2000, ses recherches ont surtout concerné *le processus de transformation post-socialiste*, considéré dans une perspective comparative large. Plus généralement, il travaille sur *les grands systèmes économiques, capitalisme et socialisme*, et leur évolution historique de long terme, sur *l'économie des institutions* et sur *l'histoire de la pensée économique*. Il a enseigné et donné des conférences dans diverses universités en France et à l'étranger. Plusieurs de ses ouvrages et articles sont traduits en langues étrangères. Il est

notamment l'auteur de *Le système économique soviétique* (Nathan, 1989), *Les réformes économiques à l'Est* (Nathan, 1992), *La fin des systèmes socialistes* (L'Harmattan, 1994), *Capitalisme et socialisme en perspective* (dir., en coll., La Découverte, 1999), *Les incertitudes du grand élargissement. L'Europe centrale et balte dans l'intégration européenne* (dir., L'Harmattan, 2004), ainsi que de *L'économie institutionnelle* (La Découverte, 2007) et *Marx et le capitalisme* (Armand Colin, 2009). Il dirige la [Collection «Pays de l'Est» aux éditions L'Harmattan](#) (48 ouvrages parus depuis 1989)

DAGUZAN Jean-François : La transition démocratique en Espagne : un modèle générique ?

Résumé : La transition démocratique qui s'est effectuée en Espagne entre 1976 et 1982 (date de l'arrivée du premier gouvernement socialiste) a été considérée comme un modèle du genre. De fait, passer de trente sept ans de dictature franquiste impitoyable à un nouvel état politique et social - et le tout avec peu de violences - peut être regardé comme un exploit. Il s'agit donc d'interroger les critères constitutifs de la transition politique espagnole (rôle des pouvoirs en place, stratégies et interactions de la société civile, des forces religieuses, des militaires, du secteur économique, etc.) pour voir si ceux-ci sont susceptibles d'universalisation et peuvent être des archétypes voire des "recettes" génériques utiles à accompagner d'autres processus du même type et notamment ceux en cours aujourd'hui dans le monde arabe.

Biographie : Jean-François Daguzan est maître de recherche à la *Fondation pour la recherche stratégique (FRS)* à Paris ; professeur associé à l'Université de Paris II Panthéon-Assas et membre du Conseil scientifique de la défense. Il est aussi directeur de la revue *Maghreb-Machrek*. Parmi ses ouvrages, on notera, *L'Espagne à la croisée des chemins (Economie de la défense et stratégie du développement technologique)*, Publisud, Paris, 1988 ; *Les Forces Armées espagnoles, du Franquisme à la Démocratie 1936-1986*, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, Paris, 1987 ; *Terrorisme(s) abrégé d'une violence qui dure*, Presses du CNRS, Paris, 2006. Il est également l'auteur de nombreux articles sur le Maghreb, la Méditerranée et le monde arabe.

GARNIZOV Vassil : Quelle leçon à tirer de l'expérience bulgare ?

Résumé : La transition en Bulgarie, commencée il y a plus de vingt ans, a atteint ses buts stratégiques : le marché libre, les droits de l'homme, la liberté d'expression, le système politique multipartite, l'adhésion à l'Union Européenne et à l'OTAN. En même temps, elle n'a pas abouti à des résultats satisfaisants pour les citoyens : Le pays est le plus pauvre d'Europe ; la répartition des revenus est la plus inégale en Europe ; on parle « d'une économie de corruption ». Interrogés sur la démocratie, 76% des Bulgares sont dits insatisfaits : la confiance dans le gouvernement et les institutions est très faible ; l'État est faible, la société est frustrée. Comment expliquer cette situation et quelle leçon en tirer pour la transition en Tunisie ?

Biographie : diplômé en linguistique à l'Université de Sofia, Vassil Garnizov se spécialise dans la sociologie et l'anthropologie sociale Sofia en France. Il a soutenu sa thèse de doctorat d'études culturelles en 1993 à l'Académie des sciences de Bulgarie. Il est actuellement maître de conférences en sociologie à la Nouvelle Université Bulgare à Sofia. De 1997-2001, il a occupé successivement les postes de Secrétaire général, de Directeur général et de Vice Ministre au Ministère du Développement Régional et des Travaux Publics où il était responsable de la décentralisation, du premier Plan national du développement économique, du premier Plan national du développement régional, de l'intégration Européenne et de la préparation de l'administration bulgare à la participation à la politique de cohésion européenne et enfin à l'utilisation des fonds structurels.

GEPHART Werner : "De quelques préconditions non-économiques de la transition démocratique: Réflexion autour d'un colloque international organisé à Bonn (29 et 30 avril 2011).

Résumé : Cette contribution cherche à résumer les résultats des recherches comparatistes présentées lors du colloque international sur « Transition et constitution de sociétés démocratiques » (Bonn les 29 et 30 avril 2011). Elle met l'accent notamment sur la problématique de la justice transitionnelle. Les révolutions tunisienne et égyptienne – en attendant celles qui suivront – sont confrontées à la complexité et fragilité de

leurs transitions démocratiques. La justice transitionnelle joue un rôle clé dans ces phases non seulement sur le plan normatif au sens juridique, mais aussi moral et politique. Ceci est une pré-condition indispensable pour la *transition économique*. Partant, le concept d'une *culture de validité en transition* est utilisé comme outil d'analyse pour comprendre et expliquer ces situations innovatrices.

Biographie : Prof. Dr. jur. Werner Gephart est juriste et sociologue. Il est directeur de l'Institut d'Études Avancées Käte Hamburger Kolleg « RechtalsKultur » à Bonn. Ancien professeur de Sciences Po. Il était professeur invité dans plusieurs universités en Europe, aux Etats-Unis et dans certains pays arabes. Parmi ces nombreux ouvrages sur le droit, l'art, la littérature, il convient de mentionner l'édition des écrits de Max Weber sur le droit : MWG I/ 22- 3, paru en novembre 2010.

GOUIA Ridha: L'attractivité des IDE: quelles leçons peut-on tirer de l'expérience tunisienne?

Résumé : L'auteur tentera de répondre à certaines questions : Quels rôles ont joué les investisseurs étrangers dans le développement régional en Tunisie ? Quelle corrélation entre les avantages accordés par le code des investissements et la réalité ? Peut-on concevoir un autre rôle des IDE dans le pays ? Emploi et investissement sans satisfaction de la consommation locale ? Le changement actuel des déterminants des IDE dans le monde correspond-il aux exigences de la Tunisie actuelle ? Avons-nous besoin d'un nouveau code d'investissement ?

Biographie : Docteur en sciences économiques, Ridha GOUIA est Professeur (retraité) à la FSEG de Tunis et à l'ENA. Il est le Secrétaire général de l'Association des économistes tunisiens (ASECTU) ; Vice-président de l'Arab Society for Economic Research dont le Siège est en Egypte (1998 à 2008). Il a publié plusieurs articles et ouvrages dont : *Histoire de la pensée économique*, Ed. Orbis impression, Tunis (1994) ; *Les IDE et Développement méditerranéen*, Ed. Economica, Paris (1998) ; *Les alliances industrielles*, Ed. CPU, Tunis (2002), en co-publié avec Bertrand Bellon.

HADDAR Mohamed: Quelle transition économique en Tunisie ?

Résumé : Les organisations internationales ont longtemps présenté le modèle économique tunisien comme un exemple de réussite en raison notamment d'un taux de croissance annuel moyen de 5 % durant les deux dernières décennies. En dépit de cela, le pays a besoin d'une transition économique. Quatre raisons justifient la nécessité de la transition économique : la croissance est relativement faible par rapport à d'autres pays ; l'économie demeure fragile ; l'emploi, particulièrement des jeunes diplômés est inquiétant et les déséquilibres régionaux sont préoccupants. Face à ces défis, qu'elle transition économique est possible et souhaitable ? L'objectif, à terme, est de passer d'une économie de corruption et de soustraction banalisée à une économie développée, de création et d'innovation. Deux séries d'actions sont à envisager : des actions urgentes et des réformes structurelles à moyen terme.

Biographie : Docteur d'État en sciences économiques de l'Université de Paris I Sorbonne, Mohamed Haddar est actuellement professeur d'économie à la Faculté des sciences économiques et de gestion de Tunis (FSEGT), dont il a été le Doyen de 2002 à 2005. Outre ses activités universitaires, il a été pendant quelques années fonctionnaire des Nations unies (1988-2002). Il est Directeur du laboratoire de recherches " Prospective, stratégies et développement durable" (PS2D : www.ps2d.net) et coordonnateur du réseau de chercheurs "Analyse du développement économique" (AED) de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) et membre du Conseil scientifique de cette agence. Il est le Président de l'Association des Économistes Tunisiens (ASECTU : www.asectu.org). Il est l'auteur de plusieurs dizaines d'articles sur la croissance, la gouvernance, le développement humain, la monnaie, l'investissement privé, la coopération Nord Sud, la dette extérieure, la Banque et la Finance, les phénomènes migratoires et le développement, ... Il a publié sous sa direction plusieurs ouvrages collectifs dont *Quelles stratégies de développement pour les pays maghrébins ?* (2011) ; *Energie, changements climatiques et développement durable : cas des pays maghrébins* (2010) ; *Les OMD et le Maghreb* (2009) ; *La Politique Européenne de Voisinage et les pays maghrébins* (2008). Il est l'auteur de quatre ouvrages sur la macroéconomie.

HERMET Guy : "Des transitions latines aux révolutions arabes"

Résumé : Les transitions "latines" de l'Amérique latine et de l'Espagne ont été conduites d'un commun accord entre l'opposition et la jeune génération des dirigeants de l'ancien régime autoritaire, sans intervention extérieure. En Espagne, qui a servi de modèle, ce sont même les anciens "autoritaires" qui ont dominé. Ces transitions se sont produites en outre sans mobilisation populaire, le dessein étant des deux côtés de l'éviter le plus possible. Enfin, l'objectif était plus de créer des démocraties viables que de renverser des tyrans, déjà morts ou prêts à partir si on leur laissait une porte de sortie. Tout l'inverse des révolutions arabes.

Les transitions démocratiques de l'Espagne et de l'Amérique latine (1975-1990) furent le produit d'une véritable "méthodologie" du changement politique, destinée à éviter tout dérapage populaire et à aboutir à une démocratie procédurale sans vainqueurs ni vaincus.

Biographie : Guy Hermet est directeur de recherche émérite à Sciences Po. Il a dirigé son Centre d'études et de recherches internationales (CERI) et enseigné à l'IEP de Paris, à l'Université de Lausanne, à l'Institut des hautes études internationales de Genève et à l'Université de Montréal. Il a été vice-président de Médecins sans Frontières. Ses travaux relevant tous de la sociologie politique comparée ont porté sur l'autoritarisme, les transitions démocratiques en Europe et en Amérique latine, l'histoire de la démocratie, le populisme et le nationalisme. Parmi ses ouvrages : *Exporter la démocratie ?* Presses de Sciences Po, 2008 ; *L'Hiver de la démocratie ou le nouveau régime*, Armand Colin, 2007 ; *Les populismes dans le monde*, Fayard, 2001. Docteur honoris causa de l'Université de Madrid pour ses études sur la démocratie.

IONESCU Alexandra (Université de Bucarest) : Les déboires d'un succès politique : la transition démocratique roumaine

Résumé : Le changement politique dont la Roumanie fit l'expérience dans les années 1990 peut être compris comme une tentative d'organiser la fabrication d'un nouveau régime politique – donc d'institutionnaliser de nouveaux rapports entre les citoyens et l'autorité politique – sans porter atteinte aux institutions étatiques, voire grâce à la continuité relative des mécanismes gouvernementaux forgés durant l'époque communiste. Ce processus fut mené par des élites, civiles et militaires, issues pour la plupart du régime déchu qui, à moyen terme, se montrèrent capables de ramener à l'intérieur du nouveau régime politique en pleine confection les éventuels contestataires venus de l'extérieur. Rétrospectivement considérée, dans cette compétition entre élites débouchant sur leur collusion durable, la mobilisation des citoyens s'avéra instrumentale et temporaire. Si ce processus de fabrication et de validation d'un nouveau régime politique réussit formellement, sa logique concrète de fonctionnement démentit toutefois les attentes de ses artisans. Au-delà, sinon contre la volonté explicite des élites, le changement de régime signifia la dissolution soudaine de l'Etat dans la société : la déstructuration rapide des capacités régulatrices de l'Etat (administration de la justice, protection de l'ordre) au niveau territorial, la généralisation du patronage, à savoir de la distribution sélective des ressources publiques, comme mode d'organisation du consensus autour du régime émergent et l'annihilation de l'efficacité gouvernementale due à la défaillance des institutions publiques à pouvoir saisir, encadrer ou inciter des dynamiques de société. Envisagée au début par ses artisans comme un processus administré par le haut, le changement politique en Roumanie devint vite un ensemble – jamais cohérent – de démarches menées par des élites centrales, sectorielles et locales afin de bricoler l'ajustement entre les voies de production de la légitimité politique du régime et les moyens d'organiser l'efficacité relative des processus gouvernementaux dans une société dont les individus et les groupes prouvaient systématiquement leur capacité d'échapper à l'encadrement institutionnel, voire d'orienter, ne serait-ce que temporairement, à leur profit le travail des mécanismes gouvernementaux.

Biographie : Alexandra Ionescu est maître de conférences à la Faculté de sciences politiques de l'Université de Bucarest. Ancienne élève de l'École doctorale de Bucarest, elle est docteur en philosophie de l'Université de Bucarest et docteur en sciences politiques de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Elle a notamment publié : *Le bien commun et ses doubles. Deux rencontres roumaines entre morale et politique*, Bucarest, Éditions de l'Université de Bucarest, 2001 ; avec Odette Tomescu-Hatto (sous la direction de), *Politique et société dans la Roumanie contemporaine*, préface de Dominique Colas, Paris, L'Harmattan, 2004 ; *Du parti-*

État à l'État des partis. Changer de régime politique en Roumanie, Bucarest, Éditions de l'Académie roumaine, 2009. Elle est éditrice de *Studia Politica. Romanian Political Science Review*.

KOLEVA Petia : Transformations économiques et intégration européenne : le cas de la Bulgarie

Résumé : La chute du régime communiste en novembre 1989 a marqué le début de la transition démocratique en Bulgarie accompagnée de réformes économiques et institutionnelles de grande ampleur. La communication présente les grandes phases de ces transformations au cours des vingt dernières années en distinguant deux périodes. La première, relativement chaotique, se caractérise par une forte instabilité politique et des réformes économiques et financières décevantes culminant dans une crise profonde en 1996-1997. La seconde est marquée par la volonté de rompre les effets de dépendance du sentier suivi à travers des changements drastiques (programmes multiples de privatisation, instauration d'un *currencyboard*) et un consensus politique autour de l'intégration européenne devenue un fait en 2007. Nous essaierons de dresser un bilan provisoire des transformations en nous intéressant plus particulièrement au cas de l'agriculture.

Biographie : Petia KOLEVA est enseignant-chercheur à l'Université Paris 7 Diderot, membre du LADYSS et copilote de l'axe « Conflits et compromis dans la globalisation territorialisée » au sein du GIS Collège international des sciences du territoire. Auteur de nombreuses publications sur les transformations économiques postcommunistes parmi lesquelles : *Système productif et système bancaire et financier en Bulgarie*, L'Harmattan (2004) ; *Nouvelles Europes : trajectoires et enjeux économiques*, Presses de l'UTBM (2006). Consultante auprès du CERI - Sciences Po Paris dans le cadre du Tableau de bord des pays d'Europe centrale et orientale. Directrice de publication de la revue internationale *Cahiers du CEDIMES* (ISSN 1954 – 3859).

MAPPA Sophia (Université Paris Est) : Est-ce la transition démocratique la seule alternative aux dictatures militaires ? L'éclairage de l'expérience grecque.

Résumé : Dans une conjoncture de crise de la démocratie et du capitalisme en Occident même, l'analyse de l'expérience grecque, depuis son adhésion au Marché commun, en 1981, pourrait questionner la pertinence du concept de « transition ».

L'adhésion au Marché commun avait comme finalité la sortie du pays du cercle vicieux des coups d'Etat militaires, qui ont jalonné son histoire depuis la mise en place de l'Etat territorial, au début du XIX siècle, et assurer au-delà sa démocratisation. La deuxième finalité était, bien entendu, le développement du capitalisme. Les réformes politiques et économiques ont été menées par Bruxelles, moyennant des aides financières et techniques, et ont été inspirées par le paradigme libéral européen, dans un pays qui est pourtant enraciné dans l'histoire des empires byzantin et ottoman.

Trente ans après l'adhésion, on peut observer qu'aux régimes autoritaires, voire arbitraires, d'avant l'adhésion, s'est substitué un populisme inédit et une corruption généralisée au niveau de l'Etat et de la société. Les réformes économiques ont, elles, entraîné la baisse des activités productives traditionnelles (sauf la marine marchande), sans création d'activités modernes, le développement des activités délictueuses considérables et une augmentation vertigineuse de la consommation. Les mesures d'austérité imposées de l'extérieur auront visiblement du mal à remédier à une crise sociale globale. L'auteur essaiera dans son intervention d'élucider les mécanismes internes et propres à la société grecque, qui ont rendu caduques les réformes de « transition » inspirées du libéralisme occidental en montrant le caractère ouvert des « transitions » dont le sens n'est pas déterminé a priori.

Biographie : Sophia Mappa, Directrice du Forum de Delphes entre 1986 et 2009, elle est professeure des universités associée, Université Paris-Est, Créteil, chercheur au Largotec (Laboratoire de recherche sur la gouvernance publique : communication et territoires), consultante internationale auprès des organismes publics. Parmi ses récentes publications on peut citer : *Les impensés de la gouvernance: la société civile, réponse à la crise* (dir) ? Karthala, Paris, 2009, 482 pages ; « Légalité et légitimité au Nord et au Sud : les mots et les choses » in Séverine Bellina, Hervé Magro et Violaine de Villemeur (dir), *La gouvernance*

démocratique. *Un nouveau paradigme de développement?* Paris, KARTHALA-MAEE, 2008, p.p. 117-135; Le pouvoir comme rapport à l'action », in *La Lettre du Forum de Delphes*, no 82, Juillet/Août, 2009, 8 pages ; « Le pouvoir comme rapport à la loi », in *La Lettre du Forum de Delphes*, no 77, Septembre/Octobre, 2008, 8 pages

MINK Georges (Directeur de Recherche au CNRS, enseignant à Sciences Po - Paris et au Collège de l'Europe) : "**Bilan socio-politique de la transition en Europe centrale**".

Résumé : Il s'agit d'inventorier et d'analyser les politiques publiques dans les domaines social et politique. On voit ainsi se dessiner les mutations de la structure sociale, les conséquences en termes de différenciation sociale, de la disparition de certains groupes sociaux et l'apparition de nouveaux, les effets de ces politiques en termes des comportements individuels et des actions collectives. Il s'agit d'examiner ensuite le processus de déploiement du système des partis (système partisan) et ses conséquences eu égard aux tensions dans le processus de la consolidation démocratique. L'exposé tiendra également compte des questions de la justice transitionnelle, des jeux de mémoire et de leur importance pour la stabilité des régimes postcommunistes.

Biographie : Georges Mink, Directeur de Recherche à l'Institut des Sciences Sociales du Politique, sociologue et politiste, est spécialiste des systèmes sociopolitiques des pays de l'Europe centrale et orientale et des questions européennes. Il est actuellement détaché au Centre Français de Recherche en Sciences Sociales à Prague, centre qu'il a dirigé entre 2001 et 2003. Il a publié de nombreux ouvrages dont : *La Force ou la Raison, histoire sociale et politique de la Pologne (1980-1989)*, La Découverte, 1989, *Cet étrange postcommunisme* (co-dir.), Presses du CNRS, 1992, *Vie et Mort du Bloc Soviétique*, Casterman/Giunti, 1997 et 1999, *La Grande Conversion, le destin des communistes en Europe de l'Est* (avec J. Ch. Szurek), Seuil, 1999, *Postcommunisme: les sciences sociales à l'épreuve*, l'Harmattan, 2004, *l'Europe et ses passés douloureux*, (co-dir.), La Découverte, 2007, *Le Passé au Présent*, Michel Houdiard éditeur, 2010, *1956: une date européenne*, (co-dir.) Noir et Blanc, 2010 Il travaille actuellement sur les usages de la mémoire et de l'histoire dans les relations internationales. (<http://www.isp.cnrs.fr/equipe/mink.htm>)

MOISSERON Jean-Yves "Synthèse du séminaire"

Bibliographie : Jean-Yves Moisseron est économiste à l'IRD, rédacteur en chef de la revue Maghreb-Machrek, Directeur adjoint du Collège International des Sciences du Territoire (GIS-CIST) où il anime avec PetiaKoléva l'axe: "Conflits et compromis de la globalisation territorialisée" . Après une thèse sur la transition post-soviétique soutenue à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, il a consacré ses travaux au monde arabe et au partenariat euro-méditerranéen. En poste en Tunisie de 1998 à 2002, il a dirigé le programme: Développement, Intégration Régionale et Ajustement en Méditerranée (DIRAM). Il a ensuite été Directeur de l'IRD en Egypte de 2002 à 2008. Il développe des approches pluridisciplinaires couvrant l'économie des pays arabes ainsi que la sociologie de l'action publique ou des aspects historiques et culturels notamment dans ses enseignements à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Il est expert pour plusieurs bailleurs de fonds et intervient fréquemment dans la presse française et étrangère.

Il a notamment publié : *Le partenariat euro-méditerranéen: l'échec d'une ambition régionale*, PUG, 2005. Prix de la Société de Géographie ; *Gouvernance et action publique en Méditerranée*, Maghreb-Machrek, n°202, hivers 2009 ; *Le monde arabe dans la crise*, (co-édité avec Mohamed Haddar), Maghreb-Machrek, n°206, hivers 2010.

PINTO António Costa : **Une Transition à la démocratie par rupture : leçons à partir du cas portugais.**

Abstract: 1-The 25 April 1974 military coup paved the way for the institutionalization of Portuguese democracy. Portugal's transition occurred at the height of the Cold War, at a time when there were few international pressures for democratization. The rupture provoked by the Portuguese military resulted in an accentuated crisis of the state, fuelled by the concurrence of democratization with the decolonization of the

final European colonial empire.¹ The consolidation of Portuguese democracy was a complex process in which the prospect of membership of the European Union was to play an important role.

The singularity of the collapse of the dictatorship resides in the nature of military intervention by the captains, a rare if not unique case in the twentieth century. The war on three fronts that was being waged by the regime in Angola, Mozambique and Guinea-Bissau from 1961 onwards made them protagonists in the country's political transformation.

The mobilization of diverse anti-dictatorial forces was crucial in the first days after the coup of 1974. It was especially important in the immediate dissolution of the most notorious institutions of the New State, as well as in the occupation of various unions, corporatist organizations and Municipalities. Some of the military elite, the leaders of some interest groups and a part of the first provisional government sought the rapid establishment of a presidentialist democratic regime immediately following the convocation of elections.

The nature of the transition, and especially the State crisis that this unleashed, is essential for explaining some of its more radical characteristics, as well as some of the attitudes with respect to the country's authoritarian past during this period. Both flowed together into a double legacy for the consolidation of democracy.

Biographie : António Costa Pinto, de l'Université de Lisbonne. Il est un des plus brillants intellectuels portugais actuels et, de plus, un remarquable connaisseur du processus démocratique qui a eu lieu depuis le 25 avril 1974, la « révolution des œillets » semblable à maintes égards à la « révolution du jasmin ». Le professeur A. Costa Pinto est même une autorité reconnue en la matière.

He is research professor of Political Science at the Institute of Social Science; University of Lisbon. He holds his doctorate from the European University Institute, Florence (1992). He has been a visiting professor at Stanford University (1993), Georgetown University (2004), a senior associate member at St Antony's College, Oxford (1995). He was President of the Portuguese Political Science Association. His research interests include authoritarianism, democratization and transitional justice in new democracies, the European Union, and the comparative study of political change in Europe. His latest book is dealing with the Legacy of the Authoritarianism. *The "Politics of the Past" in southern European democracies* (Routledge, 2011).

SALAMA Pierre : "Les transferts monétaires sont ils nécessaires, sont ils suffisants pour diminuer la pauvreté ? Réflexions à partir des expériences latino-américaines"

Résumé : Les transferts monétaires, quels que soient leurs formes : Bourse famille, assistance aux handicapés, versement de pensions à des agriculteurs pauvres, ont privilégié les zones rurales. Pour autant la pauvreté n'a pas diminué à un rythme supérieur à celui observé dans les zones urbaines. La pauvreté ne peut durablement être diminuée sans un bouleversement dans le fonctionnement du marché du travail.

Biographie : Latino-américaniste reconnu, primé par la chaire Julio Cortazar, Pierre Salama a publié de très nombreux livres, la plupart traduits en espagnol / portugais. Membre du comité de rédaction de plusieurs revues étrangères, il a été directeur scientifique de la Revue Tiers Monde et du Groupe de Recherche sur l'État, l'Internationalisation des Techniques et le Développement (GREITD). Professeur émérite de l'université de Paris XIII, il est docteur honoris causas des universités UAM et Guadalajara (Mexique). La dynamique du sous-développement et le mode de financiarisation des pays émergents sont ses principaux champs d'investigations. Spécialiste de l'économie de la drogue, il vient de présenter un rapport européen sur la violence en Amérique latine.

¹K. Maxwell, *The making of Portuguese democracy* (Cambridge: Cambridge University Press, 1995); A. C. Pinto, *Contemporary Portugal* (New York: SSM-Columbia University Press, 2011).